

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 26/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINERAL TEK

1637 Chemin de la Montagne
84700 Sorgues

Références : D-00568-2024/LRAR N°1A 204 774 9475 1
Code AIOT : 0006400369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement MINERAL TEK implanté 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINERAL TEK
- 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral complémentaire du 07/06/2024, la société MINERAL TEK a été autorisée à reprendre l'exploitation de l'installation de recyclage et valorisation de déchets céramiques et réfractaires, précédemment exploitée par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING depuis 2017 sur la commune de Sorgues, suite à sa liquidation judiciaire. Cette dernière avait elle-même repris l'usine suite à la liquidation judiciaire de la société Les Abrasifs du Midi qui exploitait l'usine depuis 1965.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime général de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2019 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/09/2019.

Sur une plateforme de près de 3 ha, le site industriel se compose de plusieurs bâtiments. Le périmètre du site s'étend sur environ 8 ha, dans un environnement boisé (au Nord, à l'Est et au Sud).

La précédente visite d'inspection des installations avait été réalisée le 29/11/2023 et s'inscrivait dans le contexte de la procédure de redressement judiciaire qui avait été ouverte le 20/09/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan d'action environnemental_1ère échéance	AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Campagne de surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	1 mois
9	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aménagement du site	AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Déclaration d'incident / incendie du 07/08/2022	AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure
5	Moyens incendie	AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure
7	Déclaration d'incident / intrusions et dégradations	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 30 juillet 2024 a permis de constater que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/05/2023 a été pris en compte. Toutefois, l'attention de l'exploitant a été appelée sur la nécessité de mettre en place une organisation adaptée lui permettant de garantir en permanence la disponibilité du volume d'eau requis en cas d'incendie, ainsi qu'un accès aisé à la réserve.

Par ailleurs, il a été recommandé au nouvel exploitant d'établir un premier contact avec les services d'intervention du SDIS, de leur transmettre une copie du plan de secours actualisé et de leur proposer une visite du site de Sorgues.

Bien que la mise en œuvre du plan d'action environnemental concourant à la gestion des déchets présents sur le site ait commencé, la première échéance fixée n'est que partiellement tenue. L'exploitant s'est engagé à solliciter un assouplissement du calendrier initialement envisagé, auprès du Préfet, sur la base d'éléments de justification.

Au regard de la récente reprise des activités du site par le nouvel exploitant, il est proposé de lui accorder un délai supplémentaire pour la réalisation des campagnes de surveillance des PFAS. C'est pourquoi il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point à ce stade.

Enfin, une non-conformité a été constatée en matière d'entretien du bassin d'orage. Celui-ci doit être remis en état de façon à garantir son étanchéité et à permettre le passage des eaux de ruissellement collectées par le décanteur séparateur d'hydrocarbures, situé en aval, pour traitement. Pour les mêmes raisons de reprise récente de l'activité et de l'engagement convenu avec l'exploitant de la transmission sous un mois du bon de commande relatif à la réalisation des travaux, il n'a pas été proposé non plus de mettre en demeure l'exploitant sur ce point à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Modification des installations
Prescription contrôlée : La société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre 1.2 et article 1.6.1 : en transmettant un porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation. Délai 4 mois. [...]
Constats : Par courrier du 31/08/2023, la société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING avait transmis un dossier visant à porter à la connaissance de l'Administration : les mises à jour des installations exploitées au regard de la nomenclature ICPE, l'état de la situation en matière de gestion des déchets hérités de la société Les Abrasifs du Midi et la mise à jour des garanties financières (GF). Lors de la visite, le nouvel exploitant a fait part de son intention de rapatrier des machines (4 à 5 broyeurs) de son site d'exploitation de Monteux sur le site de Sorgues. Il a donc été rappelé à l'exploitant qu'il lui appartiendra de

porter à la connaissance du Préfet les modifications envisagées, avant leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation, notamment en termes d'impact environnemental et de conséquence sur le classement ICPE de ses activités, conformément aux dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1

Thème(s) : Autre, actualisation du montant

Prescription contrôlée :

La société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous :

[...]

- **Article 1.5.4:** en transmettant une actualisation du calcul des garanties financières liées à l'exploitation de ses installations. **Délai 4 mois.**

[...]

Constats :

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, le porter à connaissance transmis par courrier du 31/08/2023 intégrait également la mise à jour des garanties financières (GF). L'actualisation du montant des GF tenant compte de la présence des déchets hérités porte le montant à plus de 1,3 millions d'euros.

Depuis, la Loi industrie verte du 23/10/2023, via son article 14-I-3°, est venue supprimer le dispositif des garanties financières pour les installations présentant des risques importants de pollution et d'accident (ancien 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement). L'article R516-1 du CE a été modifié en ce sens par le décret d'application n° 2024-742 du 06/07/2024.

L'installation n'est donc plus soumise à l'obligation de constituer des garanties financières au regard des activités pour lesquelles elle est autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Aménagement du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1

Thème(s) : Autre, clôture et circulation

Prescription contrôlée :

La société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous :

[...]

- **Article 2.1.3 :** en clôturant efficacement la totalité de la périphérie du site, en maintenant les accès et aires de circulation en permanence dégagés de tout obstacle et en facilitant les accès aux services de secours. **Délai 1 mois.**

[...]

Constats :

Par courrier du 02/06/2023, la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING avait transmis à l'Inspection des installations classées les éléments de réponse suivants :

- plusieurs factures relatives à l'achat du matériel pour la réfection des clôtures. Les travaux réalisés par des opérateurs en interne devaient être achevés sous quinzaine.
- des photos relatives aux travaux de rehausse effectués sur les sections constituées de murs d'enceinte en pierre avec de la clôture de type grillage de 1,5 m de hauteur.
- des photos relatives aux travaux d'élargissement et de dégagement des voies de circulation dans la zone forestière, portées à 4 m de largeur minimum et faisant le tour de la zone forestière, avec l'aménagement d'aires de croisement/retournement.
- un plan de circulation interne mis à jour, faisant notamment apparaître une seconde entrée au Sud-ouest qui a été réhabilitée et un accès pompier Nord à créer.

Le site s'étendant sur environ 8 ha, la vérification de la présence d'une clôture périphérique et de son état n'a été réalisée que par sondage. L'Inspection a pu constater la réalisation effective des travaux décrits dans les éléments de réponse précédemment transmis.

Toutefois, lors de la visite, il a été constaté une portion de grillage endommagée au niveau du portail Nord, permettant l'intrusion d'une personne sur le site. Signalé dans la matinée, la réfection de la clôture a été réalisée dans les heures suivantes et l'exploitant a transmis dans l'après-midi des photos illustrant la remise en état de la clôture.

La visite de terrain a permis de vérifier l'état dégagé de la voie de circulation dans la zone boisée et la présence de l'aire de croisement/retournement aménagée.

Enfin, la visite de terrain a permis de vérifier l'existence de l'entrée secondaire Sud-Ouest et de l'accès pompier Nord, tel que figurant dans le plan de circulation interne (plan de circulation conservé sans apport de modification par le nouvel exploitant).

Le nouvel exploitant, depuis la reprise de l'activité (mi-février 2024) n'a pas établi de contact avec les services d'intervention du SDIS. Il est recommandé à l'exploitant d'établir ce premier contact et notamment de leur transmettre une copie du plan de secours actualisé faisant apparaître les différents accès au site pour permettre une éventuelle intervention des secours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Déclaration d'incident / incendie du 07/08/2022

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1

Thème(s) : Autre, rapport d'incident

Prescription contrôlée :

La société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous :

[...]

- **Article 2.5.1** : en transmettant à l'Inspection un rapport d'incident relatif à l'incendie du 7 août 2022. Il précisera notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. **Délai 15 jours.**

[...]

Constats :

Par courrier du 06/04/2023, la société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING avait transmis à l'Inspection des installations classées une déclaration d'incident relative à l'incendie survenu sur le site le 07/08/2022. Cette déclaration relate notamment les circonstances, la chronologie, les causes, les substances impliquées, les effets de l'incendie, ainsi que les mesures prises immédiatement et à long terme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des volumes d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 7.6.3 : en remettant en place la réserve d'eau d'un volume de 80 m³ à proximité de l'entrée du site et en justifiant la disponibilité d'un volume de 320 m³ d'eau et la présence des raccords pompiers conformes aux exigences précisées à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral. Délai 1 mois. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 02/06/2023, la société EXTRACTIVE CERAMICS RECYCLING avait transmis à l'Inspection des installations classées les éléments de réponse suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon de commande du 10/05/2023 lié au devis n° DE2325604-1 relatif à l'achat d'une citerne souple incendie de 80 m³ pour mise en place à proximité de l'entrée du site, - une note de calcul relative au bassin constituant la réserve d'eau d'un volume de 320 m³ démontrant qu'il peut contenir un volume d'eau de 336 m³ à plus ou moins 20 m³ près (dimension du bassin : 12,7 m * 13,9 m * 2,2 m), - des factures relatives à l'achat du second raccord pompiers à mettre en place au niveau du bassin d'eau, - une réévaluation du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie réalisée sur la base du guide technique D9. Cette étude ne retient dans ses hypothèses que les installations / bâtiments du site (les stocks de déchets hérités des Abrasifs du Midi ne sont pas pris en compte). Sur la base de la surface de référence la plus contraignante (bâtiment B : 6 200 m²), un volume d'eau minimal théorique de 420 m³ est déterminé comme nécessaire à la lutte contre l'incendie sur le site. <p>Sur le site les moyens en place permettent de disposer de 416 m³.</p> <p>La visite de terrain a permis de vérifier la présence de la citerne souple de 80 m³ à proximité de l'entrée secondaire Sud-ouest du site avec la mise en place d'un poteau incendie bleu (poteau d'aspiration).</p> <p>Si la note de calcul transmise permet d'établir une capacité de stockage du bassin eaux incendie, elle ne permet pas de justifier à elle seule la disponibilité en permanence d'un tel volume. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que le bassin n'était pas complètement rempli. En effet, la hauteur d'eau du bassin se trouve en deçà d'une marque haute de remplissage laissée sur les parois de la membrane d'étanchéité. Il a donc été demandé à l'exploitant de compléter le niveau d'eau disponible pour atteindre le volume nécessaire de 320 m³. Postérieurement à la visite, l'exploitant a procédé à la mise à niveau du bassin et a transmis par courriel du 21/08/2024 une photo l'attestant.</p> <p>Cette perte d'eau liée au phénomène d'évaporation amène l'exploitant à envisager de s'équiper d'une réserve d'eau de type bache souple.</p> <p>La présence de deux raccords pompiers équipant la réserve d'eau a été constatée.</p> <p>Par ailleurs, l'accès à la réserve, ainsi qu'aux raccords pompiers est rendu difficile en raison de la présence abondante de ronces. Il a donc été demandé à l'exploitant de débroussailler la périphérie du bassin pour permettre un accès aisé aux services d'intervention des pompiers. Postérieurement à la visite, l'exploitant a procédé au débroussaillage de l'accès au bassin et aux raccords pompiers et a transmis par courriel du 21/08/2024 une photo l'attestant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation adaptée lui permettant de garantir en permanence la disponibilité d'un volume d'eau de 320 m³, ainsi qu'un accès aisé à cette réserve par un entretien régulier des abords, et de le justifier.</p>

Par ailleurs, comme précédemment indiqué dans le point de contrôle n° 3, le nouvel exploitant proposera au SDIS une visite du site de Sorgues, permettant ainsi de vérifier l'adéquation des raccords pompiers et de la borne incendie d'aspiration mis en place avec leur matériel d'intervention. La copie du plan de secours actualisé qui leur sera transmise fera également apparaître la nouvelle position de la réserve d'eau de 80 m³ (initialement il s'agissait d'une cuve verticale à proximité immédiate de l'entrée principale du site).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Plan d'action environnemental_1ère échéance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation de déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions définies ci-dessous concourant à la gestion des déchets présents sur le site à la date de la reprise des activités, selon le calendrier fixé :

à l'échéance de **fin juin 2024** :

- les déchets inertes appartenant aux clients sont repris par ces derniers ;
- les déchets de carbone appartenant à EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sont repris par cette dernière ;

[...]

Constats :

Les déchets inertes appartenant aux clients n'ont pas été repris par ces derniers. L'exploitant déclare que la mise en œuvre de cette action a pris du retard pour diverses raisons. La reprise de ces déchets nécessite des opérations de préparation avant expédition (renforcement des emballages endommagés avec le temps et les conditions d'entreposage) qui n'ont pu être réalisées dans le délai initialement envisagé. L'exploitant s'est engagé à commencer ces opérations en septembre et à ce qu'elles soient achevées avant fin d'année 2024. En termes de quantité de déchets à faire reprendre par les deux principaux clients, cela représente environ une douzaine de camions (de 25 tonnes) pour l'un des clients et de un à deux camions pour l'autre.

Pour ce qui concerne la reprise des déchets de carbone appartenant à EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING, l'exploitant a présenté la facture n° 2024-06-006 du 30/06/2024 établi pour le compte d'EXTRACTHIVE, relative à l'évacuation de 9 semi-remorques de déchets.

En définitive, l'objectif d'évacuation de déchet à l'échéance de fin juin 2024 n'est que partiellement atteint. L'exploitant s'est engagé à solliciter auprès de la Préfecture un assouplissement du calendrier initialement envisagé sur ce point, sur la base d'éléments de justification.

Lors de la visite, l'Inspection a également fait un point d'étape sur l'avancement de l'action dont l'échéance est fixée à 6 mois (soit au 07/12/2024).

[Rappel de l'action : toutes les meules stockées dans la partie boisée du site sont retirées pour être pesées, triées et stockées en partie haute de l'usine, dans des conditions permettant de prévenir toute pollution du milieu. L'exploitant met en œuvre les moyens de défense incendie adaptés durant les opérations de retrait des déchets de la partie boisée.]

L'exploitant déclare que ce travail a commencé et va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2024. À titre d'exemple, il a présenté la facture n° 2024-05-001 du 17/05/2024 établie pour un client qui lui a repris près de 24 tonnes de matériaux recyclés, issus de meules entreposées dans la partie boisée « Corindon recyclé de meules broyées en 0/1 et 1/3 mm ». L'exploitant indique qu'un important travail de tri des déchets pour dissocier les déchets valorisables des autres à éliminer sera réalisé, ainsi qu'un travail de recherche de débouchés pour limiter au maximum la mise en installation de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions nécessaires visant à faire reprendre les déchets inertes par les clients, en cohérence avec le plan d'action environnemental défini et acté par l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant du 07/06/2024. Le cas échéant, l'exploitant doit solliciter auprès du Préfet un assouplissement du calendrier initialement envisagé, sur la base d'éléments de justification.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Déclaration d'incident / intrusions et dégradations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, sans dépasser 15 jours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'appel téléphonique du 10/07/2024 passé en vue de programmer la présente visite d'inspection, l'exploitant a fait part de plusieurs intrusions sur le site qui se sont déroulées depuis la reprise de cette usine. Des dégradations et des vols ont été commis (porte du vestiaire du personnel arrachée, véhicule utilitaire léger utilisé et dégradé, 12 extincteurs utilisés sur départs de feu volontaires, grillage endommagé).</p> <p>L'exploitant déclare avoir déposé deux plaintes en Gendarmerie.</p> <p>Les auteurs des faits (des mineurs) auraient été identifiés.</p> <p>Pour se prémunir de nouveaux incidents de ce type et pouvoir les signaler au plus tôt pour intervention des forces de l'ordre, l'exploitant a équipé son site d'une caméra de vidéosurveillance.</p> <p>Depuis lors, il n'y a pas eu de nouvelle intrusion sur le site de Sorgues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Campagne de surveillance des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]</p> <p><u>Article 4</u> [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p>

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

[...]

Constats :

Les activités de la société MINERAL TEK sont concernées par cette obligation ministérielle au titre de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées : n° 2791 « Installation de traitement de déchets non-dangereux ».

L'Arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation est entré en vigueur le 28/06/2023. La première campagne d'analyse des substances doit donc être réalisée sous 9 mois, soit avant le 28/03/2024.

Les résultats des trois campagnes n'ayant pas été déclarés sur le site de télédéclaration GIDAF et le délai de réalisation étant échu, l'exploitant a été automatiquement destinataire du courrier de relance du 01/07/2024. Ce courrier demande le lancement sans délai des analyses qui n'ont pas encore été réalisées (sinon un arrêté de mise en demeure sera proposé au Préfet).

L'exploitant confirme la réception de ce courrier de relance et indique avoir consulté dans les grandes lignes la note d'application à laquelle le courrier fait référence. Avant d'engager des démarches, l'exploitant souhaitait aborder le sujet avec l'Inspection lors de la présente visite.

Ce sujet a été abordé avec l'exploitant et des précisions ont été apportées quant aux actions à mettre en œuvre, au regard de la note d'application (version du 20/02/2024).

L'établissement se trouve dans le cas où il ne génère pas de rejets aqueux, à l'exception d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les différentes aires de chargement, déchargement, entreposage des déchets et matériaux à recycler, ainsi que sur toute autre surface imperméable. Ces rejets sont donc occasionnels et liés à la pluviométrie. Les modalités d'analyses peuvent donc être adaptées aux spécificités de l'installation. Cette adaptation doit être justifiée et tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées, puis commentée dans l'outil de restitution des résultats sur le site internet GIDAF.

L'exploitant s'est donc engagé à prendre contact avec des organismes en vue d'établir un devis pour réalisation de ces 3 campagnes de mesures. En suivant, il désignera l'un de ces organismes pour intervention. Il est convenu que l'exploitant transmette sous un mois le bon de commande correspondant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Comme rappelé dans le courrier de relance du 01/07/2024, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser sans délai les analyses des substances PFAS telles que prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les résultats seront ensuite à déclarer en ligne (sur GIDAF).

Il est rappelé que le nouvel exploitant a repris l'activité de ce site mi-février 2024 et que l'arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant a été signé le 07/06/2024. Ces éléments d'information sont à prendre en compte pour accorder un délai complémentaire à l'exploitant pour lui permettre de réaliser les trois campagnes de surveillances des PFAS. Par conséquent, il n'est pas proposé à ce stade de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées pour être traitées via un décanteur séparateur d'hydrocarbures permettant un débit de 235 l/s puis rejetées dans un bassin d'infiltration de 3 000 m ³ <u>après passage par un bassin d'orage de 900 m³.</u> [...]
Constats : Ce point de contrôle ne faisait initialement pas partie du programme de la visite d'inspection. Il est ajouté au présent rapport de visite car lors de la visite de terrain, il a été constaté une non-conformité au niveau du bassin d'orage. En effet, ce dernier est dans un état non satisfaisant. La membrane d'étanchéité est fortement endommagée en divers endroits et une importante végétation a pris ses droits au sein du bassin. Or ce bassin a pour rôle de collecter des eaux de ruissellement potentiellement souillées de la plateforme, qui passent pour traitement par un décanteur séparateur d'hydrocarbures situé en aval de ce bassin, pour rejoindre en dernière étape un bassin naturel d'infiltration. Dans ces conditions, le bassin d'orage ne remplit pas sa fonction. Par ailleurs, il est également constaté qu'une portion de clôture périphérique du bassin d'orage est endommagée (à côté du portillon d'accès).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → Il est demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état du bassin d'orage de façon à garantir son étanchéité et à permettre le passage des eaux de ruissellement collectées par le décanteur séparateur d'hydrocarbures, situé en aval, pour traitement. → Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la portion de grillage périphérique du bassin d'orage endommagée. <i>L'exploitant n'ayant pas la maîtrise des délais d'intervention des prestataires pouvant procéder à ce type de travaux, il a été convenu qu'il transmette sous un délai de 1 mois le bon de commande relatif à la réalisation des travaux. Dès leur achèvement, il communiquera la facture associée ainsi qu'une photo illustrant la mise en conformité du bassin d'orage.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois